

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CHAMPAGNE-BOURGOGNE

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

Arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne en date du 24 janvier 2014 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire du 26 mars 2014

Dijon le 26 février 2014
Le Directeur Général

Jacques KERMARREC

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	4
PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE	4
ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE.....	5
RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE.....	7
COMPTE DE RESULTAT.....	11
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	12
BILAN ACTIF.....	14
BILAN PASSIF.....	15
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	16
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	16
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	18
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES	18
1.1. <i>Normes applicables et comparabilité</i>	18
1.2. <i>Format de présentation des états financiers.....</i>	22
1.3. <i>Principes et méthodes comptables.....</i>	22
1.4. <i>Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31).....</i>	45
2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DE L'EXERCICE	48
2.1. <i>Evénements significatifs de l'exercice</i>	48
2.2. <i>Participations non consolidées.....</i>	48
3. GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE	48
3.1. <i>Risque de crédit.....</i>	49
3.2. <i>Risque de marché</i>	54
3.3. <i>Risque de liquidité et de financement.....</i>	56
3.4. <i>Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change.....</i>	58
3.5. <i>Risques opérationnels.....</i>	59
3.6. <i>Gestion du capital et ratios réglementaires.....</i>	59
4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	61
4.1. <i>Produits et charges d'intérêts.....</i>	61
4.2. <i>Commissions nettes.....</i>	61
4.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat....</i>	62
4.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....</i>	63
4.5. <i>Produits et charges nets des autres activités.....</i>	64
4.6. <i>Charges générales d'exploitation.....</i>	64
4.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	64
4.8. <i>Coût du risque</i>	65

4.9.	<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	65
4.10.	<i>Impôts</i>	65
4.11.	<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	67
5.	INFORMATIONS SECTORIELLES.....	68
6.	NOTES RELATIVES AU BILAN.....	69
6.1.	<i>Caisse, banques centrales</i>	69
6.2.	<i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	69
6.3.	<i>Instruments dérivés de couverture</i>	70
6.4.	<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	70
6.5.	<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	71
6.6.	<i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i>	71
6.7.	<i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	72
6.8.	<i>Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance</i>	72
6.9.	<i>Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	75
6.10.	<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	75
6.11.	<i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	76
6.12.	<i>Information sur la compensation des Actifs et Passifs financiers</i>	78
6.13.	<i>Actifs et passifs d'impôts courants et différés</i>	78
6.14.	<i>Comptes de régularisation actif, passif et divers</i>	79
6.15.	<i>Immeubles de placement</i>	79
6.16.	<i>immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	80
6.17.	<i>Provisions</i>	82
6.18.	<i>Capitaux propres</i>	84
6.19.	<i>Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle</i>	84
7.	AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS	86
7.1.	<i>Détail des charges de personnel</i>	86
7.2.	<i>Effectif</i>	86
7.3.	<i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies</i>	86
7.4.	<i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies</i>	87
7.5.	<i>Autres avantages sociaux</i>	89
7.6.	<i>Rémunérations des dirigeants</i>	89
8.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	90
9.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	91
10.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	92
10.1.	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	92
10.2.	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	94
11.	ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	97
12.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2013.....	97

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne,
Société à capital et personnel variable
Siège social : 269, faubourg Croncels – 10000 Troyes (FRANCE)
Siren 775 718 216 RCS Troyes
Code APE : 6419Z

Sont rattachées à la Caisse régionale 90 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Selon la méthode de l'Entité consolidante, les comptes consolidés intègrent les comptes de la Caisse régionale, des Caisses locales et d'un fonds dédié.

Par convention, la dénomination « Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne » désignera l'entité consolidante dans les présentations suivantes.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2013, la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,18% du capital de Crédit Agricole SA, cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole SA est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,58%.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 6.022.703 actions propres au 31 décembre 2013, soit 0,24% de son capital, contre 7 319 186 actions propres au 31 décembre 2012.

Pour sa part Crédit Agricole SA détient 25 % du capital sous la forme de Certificats Coopératifs d'Associés émis par la Caisse régionale.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code Monétaire et Financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par homothétie, les Caisses régionales garantissent le passif de Crédit Agricole S.A à hauteur de leurs fonds propres.

Le groupe Crédit Agricole Champagne Bourgogne fait partie du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole.

Organigramme simplifié du groupe Crédit Agricole

Un groupe bancaire d'essence mutualiste

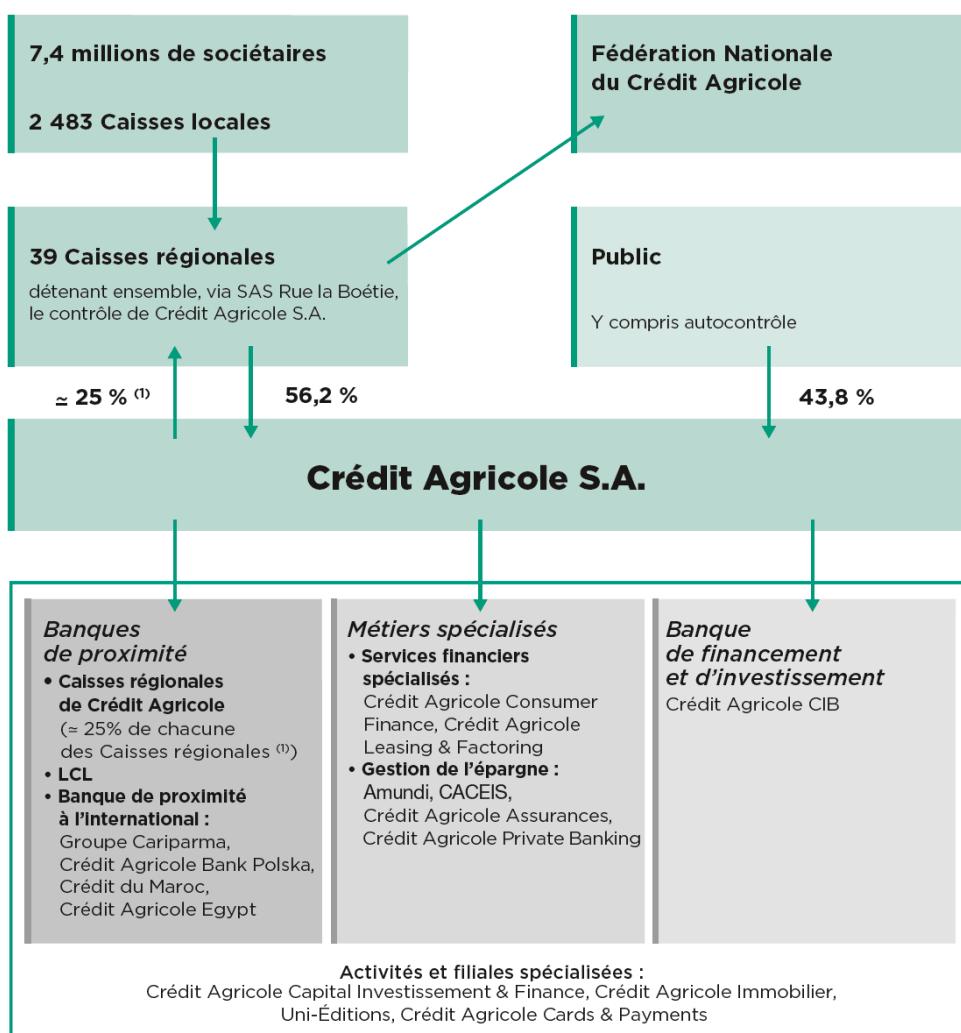
L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 7,4 millions de sociétaires qui élisent quelques 31.921 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice. La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R.512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L.511-31 et article L.511-32) à la cohésion du réseau Crédit Agricole au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. dispose des attributs du pouvoir et a la capacité d'intervenir pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Organisation du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



Au 31 décembre 2013

⁽¹⁾ A l'exception de la Caisse régionale de la Corse. Le pourcentage de détention exact de chacune est détaillé dans la note 12 des états financiers.

Relations internes au Crédit agricole

➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses Régionales**

Les Caisses Régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15%, 25%, puis 33% et, depuis le 31 décembre 2001, 50% des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de replacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50% des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses Régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Placement des excédents de fonds propres des Caisses Régionales auprès de Crédit Agricole S.A.**

Les excédents disponibles de fonds propres des caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont toutes les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

- **Opérations en devises**

Crédit Agricole S.A. intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

- **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité**

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité («FRBLS») destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

En outre, depuis la mutualisation en 1988 de la CNCA, dans l'éventualité d'une insolvabilité ou d'un évènement similaire affectant Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales se sont engagées à intervenir en faveur de ses créanciers pour couvrir toute insuffisance d'actif. L'engagement potentiel des Caisses régionales au titre de cette garantie est égal à la somme de leur capital social et de leurs réserves.

- **Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Le dispositif Switch, mis en place le 23 décembre 2011, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A, en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Crédit Agricole S.A. consolide par mise en équivalence ses participations dans les Caisses régionales. Ces participations sont des risques pondérés à 290% (CCI) ou 370% (CCA) dans le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A.

A travers le dispositif Switch, les Caisses régionales s'engagent à supporter les exigences en Fonds Propres et les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

La bonne fin du dispositif est garantie par la mise en place d'un dépôt de garantie versé par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A.

Ainsi, le dispositif protège Crédit Agricole S.A. dès lors qu'une baisse de valeur est constatée, le mécanisme de garantie est actionné et Crédit Agricole S.A. perçoit une indemnisation prélevée sur le dépôt de garantie. En cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence globale, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, restitue les indemnisations préalablement perçues.

En conséquence, sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses Régionales;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Ce contrat s'analyse en substance comme un droit complémentaire attaché aux 25 % de CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales, et par conséquent il est lié à l'influence notable que Crédit Agricole S.A. exerce sur les Caisses régionales.

La durée de la garantie est de 15 ans au bout desquels elle peut être prolongée par tacite reconduction. Cette garantie peut être résiliée par anticipation, dans certaines conditions et avec l'accord préalable de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Le dépôt de garantie est rémunéré à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme. La garantie fait l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

Dans les comptes consolidés, le traitement comptable repose sur l'analyse en substance de la transaction : cela conduit à considérer que l'indemnisation issue de la mise en jeu des garanties et son remboursement lors du retour à meilleure fortune s'analysent comme un partage des résultats dont les impacts sont enregistrés en réserves consolidées au niveau des Caisses régionales et en résultat sur sociétés mises en équivalences dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A., compte tenu de l'influence notable exercée par Crédit Agricole S.A.. Le dépôt de garantie constitue une créance au coût amorti pour les Caisses régionales et symétriquement une dette au coût amorti pour Crédit Agricole S.A. Les rémunérations sont respectivement enregistrées en Produit net bancaire, à l'exception de la rémunération de la garantie qui est affectée au résultat des entreprises mises en équivalence chez Crédit Agricole S.A.

Par avenant signé le 19 décembre 2013, Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales ont décidé d'étendre l'assiette des garanties déjà accordées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et permettent désormais un transfert des exigences prudentielles s'appliquant à la fois aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

Dans ce contexte, les dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. ont été complétés en date du 2 janvier 2014. Les dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A.

L'échéancier des garanties globales reste identique (1er mars 2027).

Le mécanisme général du dispositif est similaire au premier volet de l'opération, mais la substance du contrat s'analyse désormais comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

➤ Informations relatives aux parties liées

- **Relations entre la Caisse régionale et les Caisses locales**

L'encours des comptes courants ordinaires des Caisses locales est de 153.078 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Elles ne possèdent pas de comptes courants bloqués. Au sein du capital de Champagne-Bourgogne, les parts sociales détenues par l'ensemble des Caisses Locales s'élèvent à 79.392 milliers d'euros.

- **Relations entre la Caisse régionale et ses principales filiales :**

En milliers d'euros	Participations		Refacturation Crédit Agricole Champagne-Bourgogne aux filiales HT en K€
	Valeur au bilan	% de capital détenu	
CADINVEST	8 723	100,00	0
CACB IMMOBILIER	6 194	100,00	186
CREINVEST CHAMPAGNE-BOURGOGNE	1 000	100,00	0
ICAUNA FINANCES	885	97,60	0
Valeur au bilan	16 802		

- **Principaux dirigeants au 31 décembre 2013 :**

Président	Administrateurs
M. Vincent DELATTE	M. Damien CONTAT Mme Marie-Isabelle FAUCONNIER
Vice-Présidents	M. Etienne GHISALBERTI Mme Florence LEMAIRE-SEPTIER
M. Yves JOLLY M. Roland DENIS M. Bernard MOISSETTE M. Jean-Yves REMILLET	M. Luc LEVEQUE M. Christophe MASSON M. Denis PELLETIER Mme Florence QUINET M. Jean-René TRAMEAU
Autres membres du bureau	Mme Ghislaine VERSTRAETE
M. Michel DOMBRECHT M. Joël GRUAT M. Jean Maigret	
Direction Générale	Direction Générale Adjointe
M. Jacques KERMARREC	M. Alain ANDREOSE M. Philippe CARPENTIER

COMpte DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2013	31.12.2012
Intérêts et produits assimilés	4.1	386 822	404 501
Intérêts et charges assimilées	4.1	-189 916	-219 914
Commissions (produits)	4.2	186 497	187 166
Commissions (charges)	4.2	-22 360	-19 707
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	994	727
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	601	-107 478
Produits des autres activités	4.5	2 316	5 119
Charges des autres activités	4.5	-1 351	-1 803
PRODUIT NET BANCAIRE		363 603	248 611
Charges générales d'exploitation	4.6, 7.1, 7.4, 7.6	-183 397	-188 067
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-7 833	-8 366
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		172 373	52 178
Coût du risque	4.8	-20 365	-25 652
RESULTAT D'EXPLOITATION		152 008	26 526
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	-286	15
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0
RESULTAT AVANT IMPOT		151 722	26 541
Impôts sur les bénéfices	4.10	-56 393	-49 063
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
RESULTAT NET		95 329	-22 522
Participations ne donnant pas le contrôle			
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		95 329	-22 522

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net	95 329	-22 522
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	9	-1 101
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	9	-1 101
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	-4	397
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat	5	-704
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (1)	-360	97 553
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	-360	97 553
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe, des entités mises en équivalence		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	-209	-1 275
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat	-569	96 278
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres (note 4.11)	-564	95 574
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	94 765	73 052
Dont participations ne donnant pas le contrôle		
Dont part du Groupe	94 765	73 052

L'ensemble des Caisse régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisse régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue La Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisse régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'en 2012 et pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisse régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisse régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. s'est traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses régionales, ce prix fixé par la convention n'a plus semblé pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

La mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et inaccessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût depuis le 31 décembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation, réalisés par un expert externe, s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, depuis le 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués à leur coût. Ce dernier correspondait à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-dessous ressortait à 13,64 euros au 31 décembre 2012.

En conséquence, les impacts en 2012 pour la Caisse régionale de Champagne Bourgogne ont été les suivants :

- Constatation d'une dépréciation de 13.462 milliers d'euros déterminée à partir de la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 soit 14 euros par action et la valeur déterminée pour le test de dépréciation, soit 13,64 euros par action.
- Reclassement intégral en résultat des pertes latentes constatées en capitaux propres pour 86.221 milliers d'euros, montant correspondant à la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 et le coût de revient historique de ces titres.

Soit un impact global sur le résultat consolidé au 31 décembre 2012 de 99.683 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2013, les titres SAS Rue La Boétie ont fait l'objet de test de dépréciation, il en résulte que la valeur de l'action SAS Rue La Boétie est estimée à 17,56 euros à fin 2013, contre 13,64 euros à fin 2012. Dès lors, aucune dépréciation complémentaire n'a été à constater ;

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2013	31.12.2012
CAISSE, BANQUES CENTRALES	6.1	50 875	49 027
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	6.2,6.8	10 165	14 470
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	3.2,3.4	33 239	44 993
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	6.4,6.6,6.7,6.8	998 222	791 592
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1,3.3,6.5,6.7,6.8	506 076	459 206
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	3.1,3.3,6.5,6.7,6.8	9 294 882	9 384 809
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		16 079	29 902
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE	6.7,6.8,6.10	176 768	173 224
ACTIFS D'IMPOSTS COURANTS ET DIFFERES	6.13	73 668	74 514
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	6.14	260 710	268 301
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		0	0
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		0	0
IMMEUBLES DE PLACEMENT	6.15	4 740	4 556
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6.16	77 075	77 372
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6.16	76	108
ECARTS D'ACQUISITION		0	0
TOTAL DE L'ACTIF		11 502 575	11 372 074

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2013	31.12.2012
BANQUES CENTRALES	6.1	0	0
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	6.2	4 995	8 347
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	3.2,3.4	38 182	37 004
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.3,6.9	5 899 448	5 786 206
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	3.1,3.3,6.9	3 609 617	3 580 447
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	3.2,3.3,6.11	52 574	93 134
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		27 176	39 403
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	6.13	2 139	1 044
COMPTEES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	6.14	173 058	204 807
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		0	0
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		0	0
PROVISIONS	6.17	60 520	57 679
DETTES SUBORDONNEES	3.2,3.3,6.11	162 027	176 873
TOTAL DETTES		10 029 736	9 984 944
CAPITAUX PROPRES	6.18		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 472 829	1 387 120
CAPITAL ET RESERVES LIEES		443 136	439 586
RESERVES CONSOLIDÉES		921 638	956 766
GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		12 727	13 291
GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR ACTIFS NON COURANT DESTINES A ETRE CEDES			
RESULTAT DE L'EXERCICE		95 329	-22 522
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		10	10
TOTAL DU PASSIF		11 502 575	11 372 074

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'Euros)	Capital et réserves liées			Total capital et réserves consolidées part du groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus							
Capitaux propres au 1er janvier 2012	226 856	1 179 612	0	1 406 467		-82 283	0	1 324 184	9	1 324 194
Augmentation de capital	3 629			3 629				3 629		3 629
Distributions versées en 2012		-13 745		-13 745				-13 745		-13 745
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0		95 574		95 574		95 574
Résultat au 31.12.2012				0			-22 522	-22 522		-22 522
Autres variations										
Capitaux propres au 31 décembre 2012	230 485	1 165 867	0	1 396 351	0	13 291	-22 522	1 387 120	9	1 387 130
Affectation résultat 2012		-22 522		-22 522			22 522	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2013	230 485	1 143 345	0	1 373 829	0	13 291	0	1 387 120	9	1 387 130
Augmentation de capital	3 550			3 550				3 550		3 550
Distributions versées en 2013		-12 472		-12 472				-12 472		-12 472
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0		-564		-564		-564
Résultat au 31.12.2013				0			95 329	95 329		95 329
Autres variations (2)		-134		-134				-134		-134
Capitaux propres au 31 décembre 2013	234 035	1 130 739	0	1 364 773	0	12 727	95 329	1 472 829	9	1 472 839

(1) réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

(2) une variation d'un montant de 134 milliers d'euros est due à l'application d'IAS 19 au 1^{er} janvier 2013

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitement de consolidation.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Résultat avant impôts	151 722	26 541
Dotations nettes aux amortissement et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7 833	8 366
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	22 986	58 292
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat net des activités d'investissement	206	-20
Résultat des activités de financement	9 607	10 446
Autres mouvements	-18 092	79 571
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	22 540	156 655
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	101 627	-101 991
Flux liés aux opérations avec la clientèle	101 319	-45 552
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-231 703	34 431
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs détenus à la vente		
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs détenus à échéance		
Flux liés aux autres opérations affectant des immeubles de placement		
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-10 034	-4 132
Impôts versés	-54 520	-59 465
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-93 311	-176 709
Flux provenant des activités abandonnées		
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	80 951	6 487
Flux liés aux participations (1)	-5 224	-2 375
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-8 119	-10 317
Flux provenant des activités abandonnées		
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-13 343	-12 692
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-8 922	-10 116
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	-24 453	-30 043
Flux provenant des activités abandonnées		
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-33 375	-40 159
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	34 233	-46 364
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	17 856	64 220
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	49 027	52 855
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-31 171	11 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	52 086	17 856
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	50 875	49 027
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	1 211	-31 171
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	34 230	-46 364

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus, tel que détaillé en note 6.1 (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 6.5 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 6.9 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.2. Au cours de l'année 2013, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de l'entité s'élève à - 5,2 M€, portant notamment sur les opérations suivantes :

- acquisition de titres Sas CACB Immobilier pour 0,8 M€
- acquisition de titres Sas SACAM IMMOBILIER pour 3,3 M€

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des porteurs du capital comprend le paiement des intérêts et dividendes versés, à hauteur de 12,4 M€, et les souscriptions nettes de parts sociales pour 3,6 M€.

(3) Dont remboursement de Titres Subordonnés Remboursables pour 15 M€.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1. Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes annuels ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2013 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out ») en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2012.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2013. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n° 475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Oui
Interprétation IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics)	04 mars 2013 (UE n°183/2013)	1er janvier 2013	Non
Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34, IFRIC 2	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1er janvier 2013	Oui

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une nouvelle définition basée sur un prix de sortie et prévoit des informations supplémentaires à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Value Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre), et selon une approche symétrique à l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment ou CVA).

L'application de ces nouveaux textes du référentiel IFRS n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.

- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version précédente d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très

limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 31 décembre 2013).

- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation IFRS telles que définies dans IAS 32, avec les règles de compensations américaines selon le référentiel US Gaap, prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement est l'intégration d'une note complémentaire (note 6.12 « Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers ») au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable ultérieurement dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n°313/2013)05	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement des normes IFRS 10 et 12 par rapport aux entreprises d'investissement	20 novembre 2013 (UE n° 1174/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Amendement de la norme IAS 36 sur les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	19 décembre 2013 (UE n° 1374/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, par rapport à la comptabilisation et l'évaluation de la novation de dérivés et le maintien de la comptabilité de couverture	19 décembre 2013 (UE n° 1375/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et ses capitaux propres.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2013.

1.2. Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation ANC n°2013-04 du 07 novembre 2013.

1.3. Principes et méthodes comptables

➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances irrécouvrables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés.
- la valorisation des entités mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

➤ Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation

initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ Titres à l'actif

- Classification des titres à l'actif

Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.
 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat / affectation par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

A ce titre, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option pour les actifs suivants :

Trading sur option	Nominal	Juste valeur
Obligation Hypérion (alternatif)	2 000	1 792
EMTN double Look Back JP Morgan (alternatif)	3 000	3 013
Total	5 000	4 804

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

- Prêts et créances

La catégorie «Prêts et créances» enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenus fixes ou déterminables.

Les titres du portefeuille « Prêts et créances » sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus,

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles dépréciations.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

- Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et ne permet pas de déterminer une juste valeur fiable au sens de la norme IAS 39. Cela concerne des éléments tels que :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

- Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Pour les titres de capitaux propres, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30% au moins de

sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs. Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50% ou observée pendant plus de 3 ans.

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titres d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A.,
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A.,
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A.,
- Constatation d'un résultat net déficitaire,
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futures attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation se fait :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure ;
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.
 - Date d'enregistrement des titres

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne enregistre à la date de règlement livraison les titres classés dans les catégories « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » et « Prêts et créances ». Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

✓ **Reclassements d'actifs financiers**

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti selon le cas.

Les informations sur les reclassements réalisés par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne en application de la norme IAS 39 sont données dans la note 9 « Reclassement d'instruments financiers ».

✓ **Activité de crédits**

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie "Prêts et créances". Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature » et sont évalués en mark-to-market.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

• Dépréciations de créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances, tels que :

- des difficultés financières importantes du débiteur ;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;

- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;

- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les dépréciations peuvent être réalisées sur base individuelle, sur base collective, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Dépréciations sur base individuelle

Le risque de perte avéré est tout d'abord examiné sur les créances prises individuellement. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations individuelles portant sur des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation. Le montant des dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

- Dépréciations sur base collective

Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle.

La Caisse régionale de Champagne-Bourgogne a constaté des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, telles que les provisions sectorielles ou les provisions collectives, calculées à partir des modèles Bâle II.

Les provisions collectives, établies selon les principes du groupe Crédit-Agricole, visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel, sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Elles sont déterminées par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne constate des provisions sectorielles destinées à couvrir des risques sur les encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement d'activités identifiées et cycliques. La provision « filière » est constituée sur la base des encours stressés de la filière, en prenant pour hypothèse la dégradation de la qualité de ces encours. Le

stress, tient compte des indicateurs externes et internes. La provision évolue à contre cycle de la conjoncture économique.

- Restructurations de créances

Les créances restructurées pour cause de défaillance du client sont des créances classées en défaut au moment de la restructuration pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

Sont exclues les créances réaménagées pour des raisons commerciales, dans le but de développer ou conserver une relation commerciale, et non du fait de difficultés financières de la contrepartie.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, qui peut notamment provenir du report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'un suivi en fonction de la notation conforme aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement dès le premier impayé.

- Encours en souffrance

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédefini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ **Passifs financiers**

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêtés comptables ;
- les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

- Titres au passif
 - Distinction dettes – capitaux propres

Un instrument de dettes ou un passif financier constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

✓ **Produits de la collecte**

Les produits de collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des « Dettes envers la clientèle» malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti. Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché. Les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.17.

✓ **Instruments dérivés**

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

- La comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite « carve out »).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur: seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture de flux de trésorerie: l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture d'investissement net à l'étranger: Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13 .

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permettent et font l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA.

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne considère que la meilleure indication de la juste valeur, est la référence aux cotations publiées sur un marché actif. En l'absence de telles

cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

- Juste valeur des dérivés

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée repose sur des paramètres de marché lorsque la contrepartie dispose d'un CDS coté directement ou indirectement observable (Credit Default Swap) ou des paramètres historiques de défaut pour les autres contreparties.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation

O Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tel que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

O Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

O Niveau 3: justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres.

Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Pour la Caisse Régionale de Champagne Bourgogne, cela concerne le titre SAS Rue la

Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises.

- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire à tout moment de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

✓ ***Garanties financières données***

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

✓ ***Décomptabilisation des instruments financiers***

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et,
- lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie uniquement lorsque ce passif est éteint.

➤ ***Provisions (IAS 37 et 19)***

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un évènement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;

- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes

Des informations détaillées sont fournies au point 6.17.

➤ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, , congés annuels, intéressement, participation, abondement et primes dont leur règlement intégral est attendu dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondants ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

✓ **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel elles ont été acquises, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions».

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

➤ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise relèvent des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'inaccessibilité de 5 ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'inaccessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multiplié par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux souscriptions d'actions est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des « Réserves consolidées part du Groupe ».

➤ Impôts courants et différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12% de la plus-value brute, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
 - a) soit sur la même entité imposable ;
 - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du CGI) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

➤ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par

composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	20 à 30 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés pour les actifs monétaires en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

➤ Commissions sur prestations de services (IAS 18)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

- les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;
- lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique « commissions et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :
 - a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat. Les commissions de placement entrent notamment dans cette catégorie.
Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :
 - i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
 - ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
 - iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pourachever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable.
 - b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

➤ Contrats de location (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
 - a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et des intérêts courus à la clôture de l'exercice,
 - b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,
 - c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

➤ **Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparé ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.4. Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)

➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31, la Caisse régionale dispose d'un pouvoir de contrôle. Celui-ci est présumé lorsque la Caisse régionale détient, directement ou indirectement, au moins 20 % des droits de vote existants et potentiels

✓ *Consolidation des Caisses régionales*

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le caractère significatif de cet impact est apprécié au travers de trois principaux critères exprimés en pourcentage du bilan, de la situation nette et du résultat consolidés.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

Le contrôle conjoint s'exerce dans les co-entités au titre desquelles deux co-entrepreneurs ou plus sont liés par un apport contractuel établissant un contrôle conjoint.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

✓ **Consolidation des entités ad hoc**

La consolidation des entités ad-hoc (structures créées pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires) et plus particulièrement des fonds sous contrôle exclusif, a été précisée par le SIC 12 (Standing Interpretations Committee). En application de ce texte une entité ad hoc est consolidée lorsqu'elle est en substance contrôlée par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne, même en l'absence de lien capitaliste. Cela concerne en particulier le fonds dédié SEQUANA.

La détermination du contrôle s'apprécie notamment au regard des circonstances suivantes :

- les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;
- le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme «de pilotage automatique », le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a délégué ses pouvoirs de décision ;
- le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités.

✓ **Exclusions du périmètre de consolidation**

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28 § 1 et IAS 31 § 1, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre

de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IAS 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités sous contrôle exclusif, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entités sous contrôle conjoint, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IAS 27 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

L'intégration proportionnelle consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte désormais de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un « écart d'acquisition » complémentaire,
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession / dilution en résultat.

➤ Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

2. Informations significatives de l'exercice

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2013 sont présentés de façon détaillée en note 12 «Périmètre de consolidation au 31 décembre 2013 ».

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Aucun événement significatif n'est à signaler durant l'exercice.

2.2. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Au 31 décembre 2013, les principales participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est $\geq 20\%$ et dont la valeur au bilan est significative sont les suivantes :

Nom de l'entité	Valeur au bilan (en K€)	% de contrôle	Motif de non consolidation
SAS CADINVEST	8 723	100%	Activité jugée non significative pour la CR
SAS CACB IMMOBILIER	6 194	100%	Activité jugée non significative pour la CR
SAS CREINVEST CHAMPAGNE-BOURGOGNE	1 000	100%	Activité jugée non significative pour la CR
SA ICAUNA FINANCES	885	97,6%	Entité non significative, en-dessous des trois seuils de notion de contrôle

3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Les informations narratives figurent dans le rapport de gestion.

La gestion des risques bancaires au sein du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est assurée par la Direction Contrôle et Conformité qui est rattachée au Directeur général et qui a pour mission d'assurer la maîtrise des risques de crédit, de marchés et opérationnels ainsi que le pilotage des projets impactant ces risques.

La description de ce dispositif ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit

(cf. Rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2013	31.12.2012
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	10 165	14 470
Instruments dérivés de couverture	33 239	44 993
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	405 314	200 946
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	8 223	11 403
Prêts et créances sur la clientèle	9 294 882	9 384 809
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	176 768	173 224
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)	9 928 591	9 829 845
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	1 292 156	1 255 010
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	200 108	202 257
Provisions - Engagements par signature	-1 486	-1 572
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 490 778	1 455 695
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CREDIT	11 419 369	11 285 540
Pour information		
Opérations internes au Crédit Agricole		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	497 853	447 803
Engagements de financement donnés	64 518	
Engagements de garantie financière donnés	1 958	2 192
Engagement d'ordre du Crédit Agricole (garantie Switch)	417 924	417 924
TOTAL OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	982 253	867 919

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

Concentrations par agent économique de l'activité de crédit

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	31.12.2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	1 506				1 506
Etablissement de crédit	8 223				8 223
Institutions non établissement de crédit	1 072 965	4 977	-4 972		1 067 993
Grandes entreprises	1 280 941	59 790	-49 626	-26 266	1 205 049
Clientèle de détail	7 241 970	198 701	-133 346	-88 290	7 020 334
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	9 605 605	263 468	-187 944	-114 556	9 303 105
					9 303 105

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 23 720 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales					0
Etablissement de crédit	11 403				11 403
Institutions non établissement de crédit	1 065 079	6 179	-5 829	-1 461	1 057 789
Grandes entreprises	1 514 714	69 792	-55 491	-21 659	1 437 564
Clientèle de détail	7 113 943	196 763	-133 781	-90 706	6 889 456
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	9 705 139	272 734	-195 101	-113 826	9 396 212
					9 396 212

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 20 388 milliers d'euros

Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Administrations centrales	0	0
Institutions non établissements de crédit	113 091	110 470
Grandes entreprises	533 020	477 798
Clientèle de détail	646 045	666 742
Total Engagements de financement	1 292 156	1 255 010
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
Administrations centrales	2	
Etablissement de crédit		
Institutions non établissements de crédit	28 206	20 464
Grandes entreprises	138 443	148 685
Clientèle de détail	35 415	35 300
Total Engagements de garantie	202 066	204 449

Dettes envers la clientèle – ventilation par agent économique

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Administrations centrales	0	0
Institutions non établissements de crédit	39 832	28 102
Grandes entreprises	794 178	815 410
Clientèle de détail	2 775 607	2 736 935
Total Dettes envers la clientèle	3 609 617	3 580 447

Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	31.12.2013			
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Total
France (y compris DOM-TOM)	9 567 747	261 955	-186 971	9 380 776
Autres pays de l'UE	20 363	861	-697	19 666
Autres pays d'Europe	3 006	14	-6	3 000
Amérique du Nord	1 823	3	-3	1 820
Amériques Centrale et du Sud	115			115
Afrique et Moyen Orient	10 499	633	-266	10 233
Japon	60			60
Asie et Océanie (hors Japon)	1 992	2	-1	1 991
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	9 605 605	263 468	-187 944	9 417 661
Provisions collectives et sectorielles				-114 556
				9 303 105

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 23 720 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2012			
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Total
France (y compris DOM-TOM)	9 650 405	271 348	-194 194	9 456 211
Autres pays de l'UE	33 429	822	-641	32 788
Autres pays d'Europe	3 704	4	-3	3 701
Amérique du Nord	2 628	2	-2	2 626
Amériques Centrale et du Sud	173	49	-11	162
Afrique et Moyen Orient	12 368	466	-217	12 151
Japon	65			65
Asie et Océanie (hors Japon)	2 367	43	-33	2 334
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	9 705 139	272 734	-195 101	9 510 038
Provisions collectives et sectorielles				-113 826
				9 396 212

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 20 388 milliers d'euros

Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	1 289 525	1 254 070
Autres pays de l'UE	1 838	367
Autres pays d'Europe	502	391
Amérique du Nord	84	56
Amérique Centrale et du Sud	7	8
Afrique et Moyen Orient	165	89
Japon	35	29
Asie et Océanie (hors Japon)		
Total Engagement de financement	1 292 156	1 255 010
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	201 985	204 366
Autres pays d'Europe	81	83
Afrique et Moyen Orient		
Total Engagement de garantie	202 066	204 449

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
France (y compris DOM-TOM)	3 587 905	3 558 663
Autres pays de l'UE	10 744	10 572
Autres pays d'Europe	2 972	3 505
Amérique du Nord	3 386	2 909
Amérique Centrale et du Sud	136	120
Afrique et Moyen Orient	3 472	3 841
Japon	65	122
Asie et Océanie (hors Japon)	937	715
Total Dettes envers la clientèle	3 609 617	3 580 447

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2013					31/12/13	
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance						
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres					0	534 184	
Instruments de dette	0	0	0	0	0	0	
AFS - Prêts et avances	0	0	0	0		0	
EC - Encours sains prêts et avances	0	0	0	0		0	
Réseau - Encours sains prêts et avances	0	0	0	0		0	
CLT - En cours sains prêts et avances							
Institutions non établissements de crédit	10 466	600			11 066	5	
Grandes entreprises	49 309	217			49 526	10 164	
Clientèle de détail	123 340	3 105	19		126 464	65 355	
Autres actifs financiers							
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	183 115	3 922	19	0	187 056	609 708	
						-341 889	
Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés							

(en milliers d'euros)	31/12/2012					31/12/12	
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance						
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres					0	534 859	
Instruments de dette	0	0	0	0	0	23	
AFS - Prêts et avances	0	0	0	0		0	
EC - Encours sains prêts et avances	0	0	0	0		0	
Réseau - Encours sains prêts et avances	0	0	0	0		0	
CLT - En cours sains prêts et avances							
Institutions non établissements de crédit	57 518	1			57 519	350	
Grandes entreprises	55 567	12 429	10 810		78 806	14 301	
Clientèle de détail	112 175	3 072	422		115 669	62 982	
Autres actifs financiers							
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	225 260	15 502	11 232	0	251 994	612 515	
Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés						-346 723	

3.2. Risque de marché

(cf. Rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt,
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise,
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières.

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments financiers dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(en milliers d'euros)	31.12.2013						Total en valeur de marché	Total en valeur de marché		
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré						
	de 0 à 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	de 0 à 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	1 363	23 098	8 778	33 239	44 993		
. Swaps de taux d'intérêts	0	0	0	1 363	23 098	8 778	33 239	44 993		
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0		
Sous total	0	0	0	1 363	23 098	8 778	33 239	44 993		
. Opérations de change à terme										
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	1 363	23 098	8 778	33 239	44 993		

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(en milliers d'euros)	31.12.2013						Total en valeur de marché	Total en valeur de marché		
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré						
	de 0 à 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	de 0 à 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	2 051	27 561	8 570	38 182	37 004		
. Swaps de taux d'intérêts	0	0	0	2 051	27 561	8 570	38 182	37 004		
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0		
Sous total	0	0	0	2 051	27 561	8 570	38 182	37 004		
. Opérations de change à terme										
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	2 051	27 561	8 570	38 182	37 004		

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(en milliers d'euros)	31.12.2012						31.12.2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	
	de 0 à 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	de 0 à 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	340	1 920	2 650	4 910	8 208
. Swaps de taux d'intérêts	0	0	0	340	1 920	2 643	4 903	8 189
. Caps-floors-collars	0	0	0	0	0	7	7	19
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments :	0	0	0	0	403	0	403	388
Dérivés sur actions & indices boursiers	0	0	0	0	403	0	403	388
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total	0	0	0	340	2 323	2 650	5 313	8 596
. Opérations de change à terme	0	0	0	41	7	0	48	139
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	381	2 330	2 650	5 361	8 735

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(en milliers d'euros)	31.12.2013						31.12.2012	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	
	de 0 à 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	de 0 à 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt :	0	0	0	340	1 920	2 650	4 910	8 208
. Swaps de taux d'intérêts	0	0	0	340	1 920	2 643	4 903	8 189
. Caps-floors-collars	0	0	0	0	0	7	7	19
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments :	0	0	0	37	0	0	37	0
Dérivés sur actions & indices boursiers	0	0	0	37	0	0	37	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total	0	0	0	377	1 920	2 650	4 947	8 208
. Opérations de change à terme	0	0	0	40	8	0	48	139
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	417	1 928	2 650	4 995	8 347

Opérations sur instruments financiers à terme : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt :	2 116 540	2 032 884
. Swaps de taux d'intérêts	2 114 380	2 023 924
. Caps-floors-collars	2 160	8 960
Instruments de devises et or	28 606	26 956
. Options de change	28 606	26 956
Autres instruments :	0	1 109
. Dérivés sur actions & indices	0	1 109
Sous total	2 145 146	2 060 949
. Opérations de change à terme	20 725	28 751
Total Notionnels	2 165 871	2 089 700

Risque de change

(cf. rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Contribution des différentes devises au bilan consolidé

(en milliers d'euros)	31.12.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	11 472 215	11 472 214	11 363 213	11 363 218
Autres devises de l'UE	213	213	203	203
USD	27 810	27 811	6 526	6 520
JPY	127	127	5	5
Autres devises	2 210	2 210	2 127	2 128
Total bilan	11 502 575	11 502 575	11 372 074	11 372 074

Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission

(en milliers d'euros)	31/12/2013			31/12/2012		
	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée
EUR	0	158 593	0	0	173 353	0
Autres devises de l'UE	0	0	0	0	0	0
USD	0	0	0	0	0	0
JPY	0	0	0	0	0	0
Autres devises	0	0	0	0	0	0
Total (1)	0	158 593	0	0	173 353	0

(1)Total en principal , hors dettes rattachées non ventilables)

3.3. Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun ou de renouveler ses emprunts à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2013				
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	65 890	25 284	53 984	353 153	498 311
Prêts et créances émis sur la clientèle	784 741	1 177 082	3 384 908	4 250 651	9 597 382
Total	850 631	1 202 366	3 438 892	4 603 804	10 095 693
Dépréciations					-302 500
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle					9 793 193

(en milliers d'euros)	31.12.2012				
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	55 266	15 022	47 882	341 036	459 206
Prêts et créances émis sur la clientèle	1 100 192	1 041 885	3 326 890	4 224 769	9 693 736
Total Dépréciations	1 155 458	1 056 907	3 374 772	4 565 805	10 152 942
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle					9 844 015

Dettes envers les établissements de crédit et de la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2013				
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 217 519	1 752 024	1 674 899	1 255 006	5 899 448
Dettes envers la clientèle	2 418 317	208 738	716 552	266 010	3 609 617
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	3 635 836	1 960 762	2 391 451	1 521 016	9 509 065

(en milliers d'euros)	31.12.2012				
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 452 671	1 512 584	1 523 810	1 297 141	5 786 206
Dettes envers la clientèle	2 173 081	76 925	984 533	345 908	3 580 447
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	3 625 752	1 589 509	2 508 343	1 643 049	9 366 653

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31.12.2013					
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	indéterminé	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	64	0				64
Titres de créances négociables	51 107	1 403				52 510
Total Dettes représentées par un titre	51 171	1 403	0	0		52 574
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée		12 027	150 000			162 027
Total Dettes subordonnées	0	12 027	150 000	0		162 027

(en milliers d'euros)	31.12.2012					
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	indéterminé	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	117	0				117
Titres de créances négociables	75 807	17 210				93 017
Total Dettes représentées par un titre	75 924	17 210	0	0		93 134
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée		18 520	49 500	108 853		176 873
Total Dettes subordonnées		0	18 520	49 500	108 853	
						176 873

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provision ou qui sont sous surveillance.

Les garanties financières en risque présentées sont désormais limitées à la seule partie de la garantie couverte par la provision, le reliquat n'étant pas considéré comme en risque.

(en milliers d'euros)	31.12.2013					
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	indéterminé	Total
Garanties financières données			1 486			1 486

(en milliers d'euros)	31.12.2012					
	de 0 à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	indéterminé	Total
Garanties financières données			1 572			1 572

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 « Risque de marché ».

3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change

(cf. Rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une **relation de couverture** sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi

- de couverture de valeur,
- de couverture de résultats futurs,
- de couverture d'un investissement net en devise

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devises étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31.12.2013			31.12.2012		
	Valeur marché		Montant Notionnel	Valeur marché		Montant Notionnel
	positive	négative		positive	négative	
Couverture de juste valeur	33 239	38 182	1 838 266	44 993	37 004	1 690 654
- Taux d'intérêt	33 239	38 182	1 838 266	44 993	37 004	1 690 654
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
- Taux d'intérêt						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0	0	0	0
Total Instruments dérivés de couverture	33 239	38 182	1 838 266	44 993	37 004	1 690 654

3.5. Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion – chapitre Facteurs de risques)

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes « adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et «conglomérats financiers », le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens du règlement 90-02 et exigés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution, afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

L'arrêté du 20 février 2007 transpose dans la réglementation française le dispositif européen CRD (Capital Requirements Directive) (2006-48-CE et 2006-49 CE). Le texte définit les « exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement » et les modalités de calcul du ratio de solvabilité à compter du 1er janvier 2008.

Conformément à ces dispositions, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a intégré dès 2007, dans la gestion des fonds propres et des risques, les impacts liés au passage à la nouvelle directive européenne CRD.

Toutefois, le régulateur a maintenu jusqu'au 31 décembre 2011 les exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers (l'exigence Bâle 2 ne pouvant être inférieure à 80% de l'exigence Bâle 1). En 2012, le niveau plancher a été supprimé cependant l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres durs (Tier 1) déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment des gains et pertes latents ;
- les fonds propres complémentaires (Tier 2), limités à 100% du montant des fonds propres de base et composés principalement des dettes subordonnées ;
- les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) composés principalement de dettes subordonnées à maturité plus courte.

Les déductions relatives notamment aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent désormais directement sur les montants du Tier 1 et du Tier 2, conformément à la réglementation.

Niveau des fonds propres prudentiels calculés conformément à la réglementation

<i>en millions d'euros</i>	31.12.2013	31.12.2012
Fonds propres de base (Tier 1)	1 107	1 023
Fonds propres complémentaires (Tier 2)		
Fonds propres surcomplémentaires (Tier 3)		
Valeur de mise en équivalence des titres des sociétés d'assurance		
Total des fonds propres prudentiels	1 107	1 023

En application de la réglementation, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne doit respecter en permanence un ratio de fonds propres de base égal au moins à 4% et un ratio de solvabilité de 8%.

En 2013, comme en 2012, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a répondu aux exigences réglementaires.

4. Notes relatives au compte de résultat

4.1. Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Sur opérations avec les établissements de crédit	676	878
Sur opérations internes au Crédit Agricole	25 660	26 605
Sur opérations avec la clientèle	335 404	350 290
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 858	775
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 735	5 705
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	17 489	20 248
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Produits d'intérêts (1) (2)	386 822	404 501
Sur opérations avec les établissements de crédit	-499	-563
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-101 380	-129 520
Sur opérations avec la clientèle	-55 227	-52 136
Sur dettes représentées par un titre	-575	-1 211
Sur dettes subordonnées	-9 367	-10 202
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-22 859	-26 253
Autres intérêts et charges assimilées	-9	-29
Charges d'intérêts	-189 916	-219 914

(1) Dont 8.769 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2013 contre 8.634 milliers d'euros au 31 décembre 2012

(2) dont 8.913 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2013 contre 8.885 milliers d'euros au 31 décembre 2012

4.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	31.12.2013			31.12.2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	527	-87	440	409	-104	305
Sur opérations internes au Crédit Agricole	35 885	-14 792	21 093	33 027	-11 562	21 465
Sur opérations avec la clientèle	50 726	-395	50 331	50 605	-670	49 935
Sur opérations de change	133	0	133	135	0	135
Sur opérations sur instruments dérivés à terme et autres opérations de hors bilan	32	0	32	188	0	188
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	93 426	-6 939	86 487	96 734	-7 149	89 585
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	5 768	-147	5 621	6 068	-222	5 846
Produits nets des commissions	186 497	-22 360	164 137	187 166	-19 707	167 459

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Dividendes reçus	0	0
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-22	141
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	835	413
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	181	173
Résultat de la comptabilité de couverture	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	994	727

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31.12.2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	4 286	-4 286	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	928	-3 132	-2 204
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	3 358	-1 154	2 204
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	114 433	-114 433	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	56 419	-58 014	-1 595
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	58 014	-56 419	1 595
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	118 719	-118 719	0

(en milliers d'euros)	31.12.2012		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 639 1 207	-2 639 -1 249	0 -42
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 432	-1 390	42
Couvertures de flux de trésorerie Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers Variations de juste valeur des éléments couverts Variations de juste valeur des dérivés de couverture	131 916 64 078 67 838	-131 916 -67 838 -64 078	0 -3 760 3 760
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	134 555	-134 555	0

4.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Dividendes reçus	94	839
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	2 151	-84 225
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-1 644	-24 092
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	0	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	601	-107 478

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8.

Les titres de participation suivants ont fait l'objet d'une dépréciation durable complémentaire durant l'exercice 2013 :

- ICAUNA FINANCES : dotation pour 11,4 milliers d'euros,
- SACAM INTERNATIONAL : dotation pour 995,1 milliers d'euros,
- CACB IMMOBILIER : dotation pour 498,2 milliers d'euros,
- LOGICIEL IMMOBILIER : dotation pour 57,5 milliers d'euros,
- SACAM SANTEFFI : dotation pour 69,6 milliers d'euros,
- SNC COURCELLES : dotation pour 3 milliers d'euros,
- CA INNOVE : dotation pour 6,3 milliers d'euros,
- SACAM PLEINCHAMP : dotation de 3,3 milliers d'euros.

Soit un total de 1 644,4 milliers d'euros.

4.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	0	0
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	0	0
Autres produits nets de l'activité d'assurance	0	0
Produits nets des immeubles de placement	532	435
Autres produits (charges) nets	433	2 881
Produits (charges) des autres activités	965	3 316

4.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Charges de personnel	-113 685	-112 159
Impôts et taxes	-8 744	-12 631
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-60 968	-63 277
Charges d'exploitation	-183 397	-188 067

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne. La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2013 est la suivante :

(en milliers d'euros hors taxe)	2013			2012
	Cabinet Ernst & Young	Cabinet Socodec	Total	Total
Commissaires aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	100	65	165	162
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissariat aux comptes	0	0	0	0
Total Honoraires des commissaires aux comptes	100	65	165	162

4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Dotations aux amortissements	-7 835	-7 966
- immobilisations corporelles	-7 790	-7 915
- immobilisations incorporelles	-45	-51
Dotations aux provisions pour dépréciation	2	-400
- immobilisations corporelles	0	-400
- immobilisations incorporelles	2	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-7 833	-8 366

4.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-55 633	-66 818
Prêts et créances	-50 490	-64 851
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0
Autres actifs	0	-4
Engagements par signature	-598	-214
Risques et charges	-4 545	-1 749
Reprises de provisions et de dépréciations	34 713	41 273
Prêts et créances	33 026	40 112
Autres actifs	27	85
Engagements par signature	685	150
Risques et charges	975	926
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-20 920	-25 545
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 809	-1 384
Récupérations sur prêts et créances amorties	2 825	1 739
Décotes sur crédits restructurés	-415	-381
Pertes sur engagements par signature	0	0
Autres pertes	-46	-81
Autres pertes nettes	555	-107
Coût du risque	-20 365	-25 652

4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-286	15
Plus-values de cession	140	189
Moins-values de cession	-426	-174
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-286	15

4.10. Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Charge d'impôt courant	-56 120	-50 309
Charge d'impôt différé	-273	1 246
Charge d'impôt de la période	-56 393	-49 063

Réconciliation taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31.12.2013

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	151 722	Taux d'impôt théorique 38,00%	57 654
Effet des différences permanentes		-0,03%	-46
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,61%	930
Effet de l'imposition à taux réduit		-1,06%	-1 605
Effet des autres éléments		-0,36%	-540
		Taux d'impôt constaté	
Taux et charge effectif d'impôt		37,17%	56 393

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2013.

Au 31.12.2012

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	26 541	Taux d'impôt théorique 36,10%	9 581
Effet des différences permanentes		23,23%	6 166
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		129,39%	34 342
Effet de l'imposition à taux réduit		-6,67%	-1 771
Effet des autres éléments		2,81%	745
		Taux d'impôt constaté	
Taux et charge effectif d'impôt		184,86%	49 063

4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés sur la période,
Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat		
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres reclassifications		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-360	97 553
Ecart de réévaluation de la période	1 785	-8 226
Transfert en résultat	-2 145	105 779
Autres reclassifications		
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres reclassifications		
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres reclassifications		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	-209	-1 275
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	9	-1 101
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	-4	397
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		
Dont part Groupe	-564	95 574
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

Détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2012				Variation				31.12.2013			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	20 504	-5 723	14 781	14 781	-360	-209	-569	-569	20 144	-5 932	14 212	14 212
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture cédés			0	0			0	0			0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	20 504	-5 723	14 781	14 781	-360	-209	-569	-569	20 144	-5 932	14 212	14 212
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat	20 504	-5 723	14 781	14 781	-360	-209	-569	-569	20 144	-5 932	14 212	14 212
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi cédés	-2 329	839	-1 490	-1 490	9	-4	5	0	-2 320	835	-1 485	-1 485
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-2 329	839	-1 490	-1 490	9	-4	5	0	-2 320	835	-1 485	-1 485
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat	-2 329	839	-1 490	-1 490	9	-4	5	0	-2 320	835	-1 485	-1 485
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	18 175	-4 884	13 291	13 291	-351	-213	-564	-569	17 824	-5 097	12 727	12 727

5. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour le pilotage du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources au secteur opérationnel identifié.

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne, correspondant au métier du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne et conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A., est celui de « Banque de proximité en France ».

6. Notes relatives au bilan

6.1. Caisse, banques centrales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	39 983		37 808	
Banques centrales	10 892	0	11 219	0
Valeur au bilan	50 875	0	49 027	0

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2013	31.12.2012
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 361	8 735
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	4 804	5 735
Valeur au bilan	10 165	14 470
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2013	31.12.2012
Instruments dérivés de transaction	5 361	8 735
Valeur au bilan	5 361	8 735

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2013	31.12.2012
Titres détenus à des fins de transaction	4 804	5 735
- Obligations et autres titres à revenu fixe	4 804	5 735
Valeur au bilan	4 804	5 735

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2013	31.12.2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 995	8 347
Valeur au bilan	4 995	8 347

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Instruments dérivés	4 995	8 347
Valeur au bilan	4 995	8 347

Instruments dérivés de transaction

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie à la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêts.

6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêts et de change.

6.4. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31.12.2013			31.12.2012		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	78 127	423	-93	14 224	190	
Obligations et autres titres à revenu fixe	327 187	14 244	-140	186 722	13 989	-312
Actions et autres titres à revenu variable (2)	5 726	0	-74	5 784	0	-16
Titres de participation non consolidés	587 182	6 521	-737	584 862	7 086	-435
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	998 222	21 188	-1 044	791 592	21 265	-763
Impôts		-6 038	105		-5 835	113
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)		15 150	-939		15 430	-650

(1) dont 36.019 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres

(2) par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 13.462 milliers d'euros au 31 décembre 2013, ainsi qu'au 31 décembre 2012.

6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	7 997	11 176
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	232	2 025
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	0	0
Prêts subordonnés	226	227
Titres non cotés sur un marché actif	0	0
Autres prêts et créances	0	0
Valeur brute	8 223	11 403
Dépréciations	0	0
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	8 223	11 403
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	27 394	5 279
Comptes et avances à terme	447 451	419 517
Prêts subordonnés	23 008	23 007
Valeur brute	497 853	447 803
Dépréciations	0	0
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	497 853	447 803
Valeur au bilan	506 076	459 206

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	16 962	19 612
Autres concours à la clientèle	9 437 033	9 502 437
Prêts subordonnés	11 700	11 700
Titres non cotés sur un marché actif	3 377	3 377
Avances en comptes courants d'associés	42 275	42 280
Comptes ordinaires débiteurs	86 035	114 330
Valeur brute	9 597 382	9 693 736
Dépréciations	-302 500	-308 927
Valeurs nettes des prêts et créances auprès de la clientèle	9 294 882	9 384 809

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Le Crédit Agricole de Champagne Bourgogne n'a pas procédé à des transferts d'actifs durant l'exercice 2013.

6.7. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres mouvements	31.12.2013
Créances sur les établissements de crédit	0						0
Créances sur la clientèle dont dépréc. Collectives et sectorielles	308 927 113 826		56 493 2 281	-62 920 -1 551			302 500 114 556
Titres détenus jusqu'à l'échéance	2 000						2 000
Actifs disponibles à la vente	34 374		1 645				36 019
Autres actifs financiers	1 422			-52			1 370
Total Dépréciations des actifs financiers	346 723	0	58 138	-62 972	0	0	341 889

(en milliers d'euros)	31.12.2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres mouvements	31.12.2012
Créances sur les établissements de crédit	0						0
Créances sur la clientèle dont dépréc. Collectives et sectorielles	307 042 102 594		70 961 11 232	-69 076			308 927 113 826
Titres détenus jusqu'à l'échéance	2 000						2 000
Actifs disponibles à la vente	10 281		24 093				34 374
Autres actifs financiers	1 503		4	-85			1 422
Total Dépréciations des actifs financiers	320 826	0	95 058	-69 161	0	0	346 723

6.8. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

Compte tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition du Crédit Agricole Champagne-Bourgogne sur certains pays européens est présentée ci-après :

Exposition au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales.

Le Crédit Agricole de Champagne Bourgogne n'est pas exposé au risque souverain sur les pays cités.

Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

L'exposition du Crédit Agricole de Champagne Bourgogne au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclues de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par pays de risque de la contrepartie.

Activité bancaire – Risque de crédit

(en milliers d'euros)	31.12.2013					31.12.2012
	Encours de crédit brut	Dont encours bruts dépréciés	Dépréciations sur base individuelle et collective	Taux de provisionnement des encours bruts	Encours de crédit net	Encours de crédit net
Grèce (y compris Chypre) Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales						0
Irlande Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	791			0,00%	791	745
Italie Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	1 506	24	24	1,59%	1 482	3 188
Espagne Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	578			0,00%	578	1 286
Portugal Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	1 952 322	179 142	130 142	6,66% 44,10%	1 822 180	8 427 161
Chypre Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	101				101	7
Hongrie Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Collectivités locales	219				219	
Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit	5 469	345	296		5 173	13 814

(1) les données du 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'une correction : les opérations à déclarer sont celles réalisées avec des tiers dont la nationalité fait partie des pays référencés. Mais pour les particuliers, il faut restreindre ce périmètre aux opérations faites avec la clientèle dont le pays de résidence appartient aux pays référencés. Cette restriction n'avait pas été appliquée au 31 décembre 2012.

Activité bancaire – Instruments de dettes

		31.12.2013		31.12.2012
(en milliers d'euros)		Exposition sur obligations nette de dépréciation	Exposition sur autres instruments de dettes nette de dépréciation	Exposition nette des instruments de dettes
Grèce (y compris Chypre)				
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Irlande				
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Italie				
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Espagne				1 997
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Portugal			1 036	1 036
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Chypre				
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Hongrie				
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Collectivités locales				
Total Exposition sur pays à risque instruments de dettes	0	1 036	1 036	3 033

6.9. Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	746	341
dont comptes ordinaires créditeurs	519	114
dont comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Total	746	341
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	25 883	38 363
Comptes et avances à terme	5 872 819	5 747 502
	5 898 702	5 785 865
Total	5 898 702	5 785 865
Valeur au bilan	5 899 448	5 786 206

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Comptes ordinaires créditeurs	2 136 007	2 072 204
Comptes d'épargne à régime spécial	39 620	38 114
Autres dettes envers la clientèle	1 433 990	1 470 129
Valeur au bilan	3 609 617	3 580 447

6.10. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Effets publics et valeurs assimilées	14 979	12 907
Obligations et autres titres à revenu fixe	163 789	162 317
Total	178 768	175 224
Dépréciations	-2 000	-2 000
Valeur au bilan	176 768	173 224

6.11. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	64	117
Titres de créances négociables	52 510	93 017
Valeur au bilan	52 574	93 134
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	162 027	176 873
Valeur au bilan	162 027	176 873

L'activité de toute banque est de faire évoluer continuellement le volume et la nature de ses passifs en regard de l'évolution de ses emplois.

Les dettes subordonnées entrent donc dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a émis des Titres Subordonnés Remboursables présentés ci-après.

Les **Titres Subordonnés Remboursables** (TSR) émis par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel ou annuel. Ils sont réalisés sur le marché français.

Le TSR se distingue de l'obligation classique en raison du rang contractuellement défini par la clause de subordination.

Dans le cas de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne et en cas de liquidation éventuelle, le remboursement des TSR interviendra après désintéressement des créances privilégiés et chirographaires, mais avant remboursement des prêts et titres participatifs accordés par l'émetteur. Les intérêts quant à eux ne font généralement pas l'objet de clause de subordination. Lorsque celle-ci existe elle se réfère à des évènements hors du champ du contrôle de la société.

6.12. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

31.12.2013		Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
Nature des opérations	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
(en milliers d'euros)	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	38 600		38 600	33 292		5 308
Prises en pension de titres			0			0
Prêts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	38 600	0	38 600	33 292	0	5 308

Ces informations ne sont pas disponibles concernant l'exercice 2012.

Compensation – Passifs financiers

31.12.2013		Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
Nature des opérations	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
(en milliers d'euros)	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	43 177		43 177	33 292		9 885
Mises en pension de titres			0			0
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	43 177	0	43 177	33 292	0	9 885

Ces informations ne sont pas disponibles concernant l'exercice 2012.

6.13. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Impôts courants	1 637	3 314
Impôts différés	72 031	71 200
Total Actifs d'impôt courants et différés	73 668	74 514
Impôts courants	2 139	1 044
Impôts différés	0	0
Total Passifs d'impôt courants et différés	2 139	1 044

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2013		31.12.2012	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	92 964	18 657	102 230	29 170
Charges à payer non déductibles	2 625		2 829	
Provisions pour risques et charges non déductibles	69 231		68 308	
Autres différences temporaires	21 108	18 657	31 093	29 170
Impôts différés / Réserves latentes	230	2 506	238	2 098
Actifs disponibles à la vente	80	2 506	88	2 098
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Gains et pertes acturariels sur avantage post-emploi	150		150	
Effet de compensation	-21 163	-21 163	-31 268	-31 268
Total impôts différés	72 031	0	71 200	0

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.14. Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Autres actifs	104 814	96 472
Comptes de stocks et emplois divers	161	150
Débiteurs divers	104 621	96 222
Comptes de règlements	32	100
Comptes de régularisation	155 896	171 829
Comptes d'encaissement et de transfert	103 670	119 185
Produits à recevoir	46 460	48 097
Charges constatés d'avance	932	1 009
Autres comptes de régularisation	4 834	3 538
Valeur au bilan	260 710	268 301

Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Autres passifs (1)	59 697	60 370
Comptes de règlements	88	211
Créditeurs divers	52 967	52 609
Versement restant à effectuer sur titres	6 642	7 550
Comptes de régularisation	113 361	144 437
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	8 941	8 555
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	4	3
Produits constatés d'avance	46 895	60 510
Charges à payer	54 648	56 139
Autres comptes de régularisation	2 873	19 230
Valeur au bilan	173 058	204 807

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.15. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres mouvements	31.12.2013
Valeur brute	5 388		25	-201		1 369	6 581
Amortissements et dépréciations	-832		-104	116		-1 021	-1 841
Valeur au bilan (1)	4 556	0	-79	-85	0	348	4 740

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31.12.2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres mouvements	31.12.2012
Valeur brute	5 394		21	-27			5 388
Amortissements et dépréciations	-750		-96	14			-832
Valeur au bilan (1)	4 644	0	-75	-13	0	0	4 556

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

6.16. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminutions	Ecart de conversion	Autres mouvements	31.12.2013
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	163 323		8 768	-8 613		-1 369	162 109
Amortissements et dépréciations	-85 951		-7 790	7 687		1 020	-85 034
Valeur au bilan	77 372	0	978	-926	0	-349	77 075
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	5 117		13	-594		-1	4 535
Amortissements et dépréciations	-5 009		-45	594		1	-4 459
Valeur au bilan	108	0	-32	0	0	0	76

(en milliers d'euros)	31.12.2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminutions	Ecart de conversion	Autres mouvements	31.12.2012
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	156 716		10 796	-4 188			-1 163 323
Amortissements et dépréciations	-81 288		-8 315	3 651		1	-85 951
Valeur au bilan	75 428	0	2 481	-537	0	0	77 372
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	5 063		53			1	5 117
Amortissements et dépréciations	-4 957		-51			-1	-5 009
Valeur au bilan	106	0	2	0	0	0	108

6.17. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2012	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mvts	31.12.2013
Risques sur les produits épargne logement (1)	8 170		2 048		-683			9 535
Risques d'exécution des engagements par signature (2)	1 572		599		-685			1 486
Risques opérationnels (3)	12 288		1 721	-32	-1 132			12 845
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (4)	1 400		135	-151	-585		204	1 003
Litiges divers (5)	5 908		3 344	-71	-686			8 495
Participations (6)	530		350		-530			350
Autres risques (7)	27 811		3 195	-4 096	-104			26 806
Total	57 679	0	11 392	-4 350	-4 405	0	204	60 520

(en milliers d'euros)	31.12.2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mvts	31.12.2012
Risques sur les produits épargne logement (1)	9 480				-1 310			8 170
Risques d'exécution des engagements par signature (2)	1 508		214		-150			1 572
Risques opérationnels (3)	14 555		1 530	-17	-3 780			12 288
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (4)	774		348	-138			416	1 400
Litiges divers (5)	3 083		3 959	-229	-905			5 908
Participations (6)	152		530		-152			350
Autres risques (7)	19 235		9 817	-872	-369			27 811
Total	48 787	0	16 398	-1 256	-6 666	0	416	57 679

Commentaires :

(1) Voir note ci-après

(2) Provisions liées à l'exécution des engagements de financement et de garanties données

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des évènements relatifs aux opérations de l'établissement. Elle s'appuie sur des outils développés dans le cadre de la mise en place du nouveau ratio Bâle II, permettant de recenser et de qualifier les risques opérationnels.

(4) Provisions constituées pour faire face aux engagements de l'entreprise vis-à-vis des membres de son personnel.

Sont constatés sous cette rubrique :

- les médailles du travail pour 825 milliers d'euros
- les avantages post-emploi IAS 19 pour 178 milliers d'euros (dont 562 milliers d'euros de reprises et 204 milliers d'euros indiqués en « autres mouvements » au titre de l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1^{er} janvier 2013).

(5) Provisions destinées à couvrir les risques juridiques (procédures judiciaires avec la clientèle).

(6) Provisions couvrant des risques sur participation au-delà de la valeur des titres détenus

(7) Provisions constituées pour couvrir les risques et charges divers, comprenant notamment une provision pour charge d'intérêts sur les dépôts à terme à taux progressif pour 23.726 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Provision épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Ancienneté de moins de 4 ans	572 440	464 780
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	569 050	560 500
Ancienneté de plus de 10 ans	792 190	891 120
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 933 680	1 916 400

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2013 pour les données au 31 décembre 2013 et à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012 et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Plans d'épargne-logement :	10 210	13 540
Comptes épargne-logement :	76 310	88 900
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	86 520	102 440

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Ancienneté de moins de 4 ans	75	680
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 600	0
Ancienneté de plus de 10 ans	7 860	7 490
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	9 535	8 170

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

En milliers d'euros	31.12.2012	Dotations	Reprises	Autres mvts	31.12.2013
Plans d'épargne-logement :	7 487	2 048		0	9 535
Comptes épargne-logement :	683		-683		0
Total provision au titre des contrats épargne-logement	8 170	2 048	-683	0	9 535

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.18. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 31 décembre 2013

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse Régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01.01.2013	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31.12.2013
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	2 164 118	0	0	2 164 118
Dont part du Public	321 548		0	321 548
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 842 570	0	0	1 842 570
Parts sociales	5 206 089	0	-3	5 206 086
Dont 90 Caisses Locales	5 206 042			5 206 042
Dont 18 administrateurs de la CR et autres détenteurs	45		-3	42
Dont Crédit Agricole S.A.	2	0	0	2
TOTAL	7 370 207	0	-3	7 370 204

La valeur nominale des titres est de 15,25 € et le montant total du capital est 112.396 milliers d'euros.

➤ Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net
2010	3,61	0,52
2011	3,71	0,56
2012	3,31	0,42
Prévu 2013	3,73	0,38

➤ Dividendes

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 473 milliers d'euros en 2013.

➤ Affectation du résultat et fixation du dividende 2013

Proposition de dividendes

L'affectation du résultat et la fixation du dividende 2013 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne du 26 mars 2014.

Le texte de la résolution est le suivant :

« Il est précisé que le résultat net de l'exercice 2013, s'élève à 91 837 270,00 euros.

Il est précisé également que le report à nouveau « changements de méthode comptable» présente un solde négatif de 203.906 euros, faisant suite à la mise en œuvre de la norme IAS19R relative aux engagements sociaux.

De ce fait, le résultat net distribuable s'élève à 91.633.364,00 euros.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat comme suit :

au titre des intérêts aux parts sociales	1 953 063,14 €
au titre des dividendes à verser aux Certificats Coopératifs d'Associés	8 072 160,14 €
à la Réserve Légale pour les ¾ du solde	61 206 105,54 €
à la réserve facultative	20 402 035,18 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les rémunérations suivantes avaient été versées au titre des trois exercices précédents :

- 9 500 898,18 € au titre de l'exercice 2010,
- 10 961 560,87 € au titre de l'exercice 2011,
- et 9 370 351,62 au titre de l'exercice 2012.

La rémunération proposée au titre de l'exercice 2013, ainsi que celles versées les années précédentes, sont éligibles conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, à la réfaction mentionnée dans l'article 158-3-2° du Code général des impôts, étant précisé que seuls les sociétaires personnes physiques résidant en France peuvent bénéficier de cette réfaction. »

6.19. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminé ».

Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont considérés comme ayant une échéance indéterminée compte tenu de l'absence de maturité définie.

(en milliers d'euros)	31.12.2013					
	Indéterminé	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Caisse, banques centrales		50 875				50 875
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		31	350	7 134	2 650	10 165
Instruments dérivés de couverture		441	922	23 098	8 778	33 239
Actifs financiers disponibles à la vente	726 339	323	1 460	215 706	54 394	998 222
Prêts et créances sur les établissements de crédit		65 890	25 284	53 984	353 153	498 311
Prêts et créances sur la clientèle		682 509	1 160 587	3 235 700	4 216 086	9 294 882
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16 079					16 079
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		4 741	27 061	78 460	66 506	176 768
Total actifs financiers par échéance	742 418	804 810	1 215 664	3 614 082	4 701 567	11 078 541
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		68	349	1 928	2 650	4 995
Instruments dérivés de couverture		0	2 051	27 561	8 570	38 182
Dettes envers les établissements de crédit		1 217 518	1 752 024	1 674 899	1 255 007	5 899 448
Dettes envers la clientèle		2 418 317	208 738	716 552	266 010	3 609 617
Dettes représentées par un titre		51 171	1 403			52 574
Dettes subordonnées			12 027	150 000		162 027
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	27 176					27 176
Total passifs financiers par échéance	27 176	3 687 074	1 976 592	2 570 940	1 532 237	9 794 019

(en milliers d'euros)	31.12.2012					
	Indéterminé	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Caisse, banques centrales		49 027				49 027
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		61	2 128	8 247	4 034	14 470
Instruments dérivés de couverture		647	656	27 147	16 543	44 993
Actifs financiers disponibles à la vente	750 818	2 018	200	24 387	14 169	791 592
Prêts et créances sur les établissements de crédit		55 266	15 022	47 882	341 036	459 206
Prêts et créances sur la clientèle		987 887	1 024 537	3 181 485	4 190 900	9 384 809
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	29 902		17 299	85 778	63 498	29 902
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		6 649				173 224
Total actifs financiers par échéance	780 720	1 101 555	1 059 842	3 374 926	4 630 180	10 947 223
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		61	363	3 889	4 034	8 347
Instruments dérivés de couverture		521	5 438	25 700	5 345	37 004
Dettes envers les établissements de crédit		1 452 671	1 512 584	1 523 810	1 297 141	5 786 206
Dettes envers la clientèle		2 173 081	76 925	984 533	345 908	3 580 447
Dettes représentées par un titre		75 924	17 210			93 134
Dettes subordonnées			18 520	49 500	108 853	176 873
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	39 403					39 403
Total passifs financiers par échéance	39 403	3 702 258	1 631 040	2 587 432	1 761 281	9 721 414

7. Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1. Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Salaires et traitements (1)	-57 508	-59 147
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-6 343	-6 305
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2 139	-1 178
Autres charges sociales	-20 957	-22 832
Intéressement et participation	-13 777	-12 188
Impôts et taxes sur rémunérations	-12 961	-10 509
Total charges de personnel	-113 685	-112 159

(1) dont :

- indemnités IFC et retraite pour 973 milliers d'euros au 31 décembre 2013 contre 672 milliers d'euros au 31 décembre 2012
- médailles du travail pour 151 milliers d'euros au 31 décembre 2013 contre 138 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Suite à la mise en place du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (conformément à l'article 244 quater C du Code générale des impôts, applicable à compter du 1er janvier 2013), la Caisse Régionale de Champagne Bourgogne a constaté en déduction de ses charges générales d'exploitation, au niveau de la rubrique « Autres charges sociales » un montant de 1 637 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

7.2. Effectif

	31.12.2013	31.12.2012
France	1 716	1 750
Etranger	0	0
Total	1 716	1 750

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Variation dette actuelle	Zone EURO	Zone EURO
Dette actuarielle au 31/12/N-1	23 132	22 276
Coût des services rendus sur l'exercice	1 536	1 355
Coût financier	646	1 001
Cotisations employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations	-20	255
Variation de périmètre	-2 010	-1 254
Prestations versées (obligatoire)	-591	-501
(Gains)/pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques	344	-
(Gains) / pertes actuariels liés aux hypothèses financières	-	-
Dette actuarielle au 31/12/N	23 037	23 132

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Détail de la charge comptabilisée au résultat	Zone EURO	Zone EURO
Coût des services	1 536	1 355
Charge/produit d'intérêt net	8	302
Impact en compte de résultat au 31/12/N	1 544	1 657

en milliers d'euros	31.12.2013	31.12.2012
Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat non recyclables	Zone EURO	Zone EURO
Réévaluation du passif (de l'actif) net		
Montant du stock d'écart actuariels cumulés en autres éléments du résultat global non recyclable en début d'année	2 328	
(Gains)/pertes actuariels sur l'actif	238	
(Gains)/pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques	-591	
(Gains)/pertes actuariels liés aux hypothèses financières	344	
Total des éléments reconnus immédiatement en autres éléments du résultat global au 31/12/N	-9	0

dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience - 586 milliers d'euros

Variation de juste valeur des actifs	31.12.2013	31.12.2012
<i>en milliers d'euros</i>		
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	22 392	22 445
Intérêt sur l'actif (produit)	638	722
Gains / (pertes) actuariels	-238	-1 602
Cotisations payées par l'employeur	2 116	1 825
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-20	255
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-2 010	-1 253
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N	22 878	22 392

<i>en milliers d'euros</i>		
Dette actuarielle fin de période	23 037	23 132
Coûts des services passés (modification de régimes)		-204
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période	-22 878	-22 136
Position nette (passif) / actif fin de période	-159	792

Information sur les actifs des régimes	31.12.2013	31.12.2012
	Zone EURO	Zone EURO
Composition des actifs		
-% d'obligations	86%	86%
-% d'actions	8%	8%
-% autres actifs	6%	6%
Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	31.12.2013	31.12.2012
Taux d'actualisation	3,0%	2,8%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	2,9%	3,3%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,7%	3,0%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2 à 4%	2 à 5%

Au 31 décembre 2013, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4,32%
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,65%.

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne a souscrit des polices d'assurance en couverture de ses engagements, dont les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurances éligibles.

Définition : Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée à l'entreprise présentant les états financiers, si les produits des contrats d'assurance :

- peuvent être utilisés uniquement pour payer ou attribuer des avantages au personnel dans le cadre d'un régime à prestations définies ;
- sont hors de portée des créanciers de l'entreprise présentant les états financiers (même en cas de faillite) et ne peuvent pas être restituées à l'entreprise présentant les états financiers, à moins que :
 - les produits restitués correspondent à un excédent d'actifs non nécessaires pour satisfaire toutes les obligations couvertes par le contrat d'assurances ; ou
 - les produits sont restitués à l'entreprise présentant les états financiers en remboursement des avantages déjà payés par elle au personnel.

7.5. Autres avantages sociaux

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne complète la rémunération variable collective par la mise en place d'accords de participation, d'intéressement et de plan d'épargne d'entreprise. La participation est déterminée conformément aux dispositions légales en vigueur. L'enveloppe d'intéressement globale, intégrant la participation, est basée sur le résultat net bilan. Le plan d'épargne d'entreprise est basé sur un abondement plafonné et fonction des versements effectués aux fonds communs de placement.

Les provisions constituées par le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne au titre des engagements sociaux relatifs à la médaille du travail s'élèvent à 825 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2013.

7.6. Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et aux Directeurs généraux, s'élève à 1.074 milliers d'euros.

8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Engagements de financement	1 404 628	1 255 010
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	112 472	
. Engagements en faveur de la clientèle	1 292 156	1 255 010
Ouverture de crédits confirmés	987 866	953 961
- Ouverture de crédits documentaires	2 099	2 251
- Autres ouvertures de crédits confirmés	985 767	951 710
Autres engagements en faveur de la clientèle	304 290	301 049
Engagements de garantie	619 990	622 373
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	417 924	417 924
Engagement d'ordre du Crédit Agricole (1)	417 924	417 924
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	0	0
. Engagements d'ordre de la clientèle	202 066	204 449
Cautions immobilières	11 654	16 999
Autres garanties d'ordre de la clientèle	190 412	187 450
Engagements reçus (en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Engagements de financement	689 757	1 036 121
. Engagements reçus d'établissements de crédit	689 757	1 036 121
. Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	2 408 334	2 576 810
. Engagements reçus d'établissements de crédit	315 799	338 365
. Engagements reçus de la clientèle	2 092 535	2 238 445
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	255 541	246 530
Autres garanties reçues	1 836 994	1 991 915

(1) Garantie Switch en faveur de Crédit Agricole SA mise en place le 23 décembre 2011.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31.12.2013	31.12.2012
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie dont actifs transférés		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH ...)	3 322 472	3 259 120
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	7 250	1 900
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	3 329 722	3 261 020
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables ou réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables ou réutilisés	0	0

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2013, le Crédit Agricole de Champagne Bourgogne a apporté 3 322 472 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 259 120 milliers d'euros en 2012. Le Crédit Agricole de Champagne Bourgogne conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole de Champagne Bourgogne a apporté :

- 2 177 468 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 379 058 milliers d'euros en 2012 ;
- 106 149 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 106 269 milliers d'euros en 2012 ;
- 305 288 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 261 726 milliers d'euros en 2012 ;
- 247 145 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole SA dans le cadre du Fonds Commun de Titrisation Evergreen, à des fins de liquidité ;
- 486 421 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 512 068 milliers d'euros en 2012.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspondent à des hypothèques, des nantissements ou cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le Crédit agricole de Champagne-Bourgogne et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre son activité.

Les engagements de financements reçus d'établissements de crédits sont constitués des accords de refinancement interne au Crédit Agricole par Crédit Agricole SA à la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne, réalisés dans le cadre de la gestion de la liquidité.

9. Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'a pas opéré en 2013 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Juste valeur au 31 décembre 2013	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Prêts et Créesances	10 179 939	0	683 507	9 496 432
Créesances sur les établissements de crédit	519 889	0	519 889	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	27 611		27 611	
Comptes et prêts à terme	472 205		472 205	
Valeurs reçues en pension				
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés	20 073		20 073	
Titres non cotés sur un marché actif				
Autres prêts et créances				
Créesances sur la clientèle	9 660 050	0	163 618	9 496 432
Créesances commerciales	100 464		84 889	15 575
Autres concours à la clientèle	9 502 423		21 566	9 480 857
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés	11 700		11 700	
Titres non cotés sur un marché actif	3 353		3 353	
Créesances nées d'opérations d'assurance directe				
Créesances nées d'opérations de réassurance				
Avances en comptes courants d'associés	42 110		42 110	
Comptes ordinaires débiteurs				
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	183 378	132 994	50 384	0
Effets publics et valeurs assimilées	15 472	15 472		
Obligations et autres titres à revenu fixe	167 906	117 522	50 384	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	10 363 317	132994	733 891	9 496 432

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de CDS. Les pensions reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé, ou des paramètres de risque de taux lorsque les taux sont réglementés.

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Juste valeur au 31 décembre 2013	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Dettes envers les établissements de crédit Comptes ordinaires & emprunts JJ Comptes et emprunts à terme Valeurs données en pension Titres donnés en pension livrée	6 012 519 26 403 5 986 116	0	6 009 078 25 883 5 983 195	3 441 520 2 921
Dettes envers la clientèle Comptes ordinaires créditeurs Comptes d'épargne à régime spécial Autres dettes envers la clientèle Titres donnés en pension livrée Dettes nées d'opérations d'assurance directe Dettes nées d'opérations de réassurance Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	3 566 071 3 510 282 39 620 16 169	0	3 566 071 3 510 282 39 620 16 169	0
Dettes représentées par un titre	51 857		51 857	
Dettes subordonnées	178 967	178 967		
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	9 809 414		9 627 006	3 441

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de CDS. Les pensions données portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé, ou des paramètres de risque de taux lorsque les taux sont réglementés.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

La Caisse Régionale Champagne Bourgogne intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée repose sur des paramètres de marché lorsque la contrepartie dispose d'un CDS coté directement ou indirectement observable (Credit Default Swap) ou des paramètres historiques de défaut pour les autres contreparties.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

L'impact de la première application d'IFRS 13 au sein de la Caisse Régionale Champagne Bourgogne s'élève à -37 milliers d'euros en Produit net bancaire, correspondant uniquement à un CVA de -37 milliers d'euros.

➤ Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

(en milliers d'euros)	Total 31.12.2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction Instruments dérivés	5 361 5 361	0	5 361 5 361	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option Titres à la juste valeur par résultat sur option Obligations et autres titres à revenu fixe	4 804 4 804 4 804	0 0	4 804 4 804 4 804	0
Actifs financiers disponibles à la vente Effets publics et valeurs assimilées Obligations et autres titres à revenu fixe Actions et autres titres à revenu variable (1)	488 145 78 127 193 756 216 262	83 635 78 127 5 508	404 510 188 248 216 262	0
Instruments dérivés de couverture	33 239		33 239	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	531 549	83 635	447 914	0

(1) Hors 510.077 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. note 1.2).

(en milliers d'euros)	Total 31.12.2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction Instruments dérivés	8 735 8 735	0	8 735 8 735	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option Titres à la juste valeur par résultat sur option Obligations et autres titres à revenu fixe	5 735 5 735 5 735	0 0	5 735 5 735 5 735	0
Actifs financiers disponibles à la vente Effets publics et valeurs assimilées Obligations et autres titres à revenu fixe Actions et autres titres à revenu variable (1)	281 515 14 224 186 722 80 569	21 670 14 224 7 446	259 845 179 276 80 569	0
Instruments dérivés de couverture	44 993		44 993	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	340 978	21 670	319 308	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

(en milliers d'euros)	Total 31.12.2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
		37	4 958	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction Instruments dérivés	4 995	4 995	37	4 958
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	38 182			38 182
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	43 177		37	43 140
				0

(en milliers d'euros)	Total 31.12.2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
		0	8 347	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction Instruments dérivés	8 347	8 347		8 347
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	37 004			37 004
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	45 351		0	45 351
				0

➤ Changements de modèles de valorisation

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'a pas opéré de transferts significatifs entre les différents niveaux.

➤ Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Le Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'évalue pas d'instruments financiers selon le modèle de niveau 3.

11. Événements postérieurs à la clôture

Dans le cadre de la préparation du transfert de la supervision de 130 banques européennes vers la BCE en novembre 2014, les superviseurs européens ont annoncé qu'un exercice de revue de la qualité des bilans des banques, et en particulier de leurs actifs (AQR ou « Asset Quality Review »), allait être mené entre octobre 2013 et octobre 2014.

Le Groupe Crédit Agricole fait partie des banques concernées par cet exercice. Dans ce contexte, la Direction Financière et la Direction des Risques Groupe ont engagé des travaux visant à se préparer à l'exercice de revue qui sera mené par les Autorités de tutelle. Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole a arrêté ses comptes au 31 décembre 2013 conformément aux normes IFRS en vigueur et aux principes comptables applicables au sein du Groupe.

12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2013

Le périmètre de consolidation est ainsi présenté :

SOCIETES MERES	ADRESSES	
Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne	269 faubourg Croncels	10000 TROYES
Caisse Locales de :		
AIGNAY LE DUC	Place de l'Eglise	21510 AIGNAY LE DUC
AILLANT SUR THOLON	17, grande rue Saint Antoine	89110 AILLANT SUR THOLON
AIX EN OTHE	22, rue Pierre Brossolette	10160 AIX EN OTHE
ANCY LE FRANC	8, grande rue	89160 ANCY LE FRANC
ARCIS VAL D'AUBE	2, rue de Troyes	10700 ARCIS SUR AUBE
ARNAY-BLIGNY	1, Place du Craquelin	21230 ARNAY LE DUC
AUXERRE	82, rue du Temple	89006 AUXERRE
AUXONNE	48, rue Antoine Masson	21130 AUXONNE
BAIGNEUX LES JUIFS	1, rue Docteur Robert	21400 CHATILLON SUR SEINE
BAR SUR AUBE	36, rue Thiers	10200 BAR SUR AUBE
BAR SUR SEINE	Faubourg de Champagne	10110 BAR SUR SEINE
BARROIS-VALLAGE	35, rue Aristide Briand	52300 JOINVILLE
BASSE YONNE	7, avenue de la Gare	89340 VILLENEUVE LA GUYARD
BEAUNE	41, rue d'Alsace	21200 BEAUNE
BEZE ET VINGEANNE	1, rue des Tanneries	21310 MIREBEAU SUR BEZE
BOUILLY	rue du bois	10320 BOUILLY
BOURBONNE LES BAINS	32, rue Vellonne	52400 BOURBONNE LES BAINS
BOURMONT	76, faubourg de France	52150 BOURMONT
BREVIANDES	92, avenue du Général Leclerc	10450 BREVIANDES
BRIENON	Place Emile Blondeau	89210 BRIENON SUR ARMANCON
CHABLIS	4, place du Général de Gaulle	89800 CHABLIS
CHALINDREY	27, rue de la République	52600 CHALINDREY
CHARNY	4, rue André Martin	89120 CHARNY
CHAUMONT	4, place Goguenheim	52000 CHAUMONT
CLEFMONTIGNY	15, place Charles Cornevin	52140 MONTIGNY LE ROI
COURSON LES CARRIERES	13, place du Château	89560 COURSON LES CARRIERES
DES TILLES	1, rue Jean Jaurès	21120 IS SUR TILLE
DES TROIS PROVINCES	39, rue de Champagne	52250 LONGEAU
DES TROIS VALLEES	place Briard	89500 VILLENEUVE SUR YONNE
DIJON	12, place du 30 Octobre	21000 DIJON
DIJON CENTRE	2, rue Musette	21000 DIJON
DIJON EST	23, place de la Liberté	21800 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR
DIJON OUEST	96 bis, avenue Victor Hugo	21000 DIJON
DU SENONNAIS	1, boulevard Maupéou	89100 SENS
ESSOYES	4, place de la Mairie	10360 ESSOYES
ESTISSAC	24, rue de la République	10190 ESTISSAC

SOCIETES MERES		ADRESSES	
FAYL LAFERTE	7, place de la Mairie	52500 FAYL BILLOT	
GALLIENI	57, avenue Galliéni	10300 SAINTE SAVINE	
GENLIS	7, avenue de la Gare	21110 GENLIS	
GEVREY CHAMBERTIN	9, rue des Baraques	21220 GEVREY CHAMBERTIN	
HAUTE COTE D'OR	1, rue docteur Robert	21400 CHATILLON SUR SEINE	
JOIGNY	7, rue Roger Varrey	89300 JOIGNY	
LAIGNES	rue Porte de la Croix	21330 LAIGNES	
LES RICEYS	29, rue du Général de Gaulle	10340 LES RICEYS	
LIERNNAIS-SAULIEU	5, place des Terreaux	21210 SAULIEU	
LUSIGNY-EUROPE	30, rue Georges Clémenceau	10270 LUSIGNY SUR BARSE	
MIGENNES	4-6, rue Roger Salengro	89400 MIGENNES	
MONTBARD	12, rue Carnot	21500 MONTBARD	
MONTIER EN DER	6, rue Notre Dame	52220 MONTIER EN DER	
NOGENT EN BASSIGNY	1, place Charles de Gaulle	52800 NOGENT EN BASSIGNY	
NOGENT SUR SEINE	6, rue des Fossés	10400 NOGENT SUR SEINE	
NOLAY	52, rue de la République	21340 NOLAY	
NORD EST AUBOIS	21, boulevard Napoléon	10500 BRIENNE LE CHÂTEAU	
NOYERS SUR SEREIN	Place de l'Hôtel de Ville	89310 NOYERS SUR SEREIN	
NUITS SAINT GEORGES	2, rue Thurot	21700 NUITS SAINT GEORGES	
PAYS D'ARMANCE	16, boulevard des Grands Fossés	10130 ERVY LE CHATEL	
PAYS D'OTHE ET VALLEE DE LA VANNE	rue de la République	89190 VILLENEUVE L'ARCHEVEQUE	
PINEY	22, rue des Frères Hubert	10220 PINEY	
PLATEAU DE LANGRES	24, place Diderot	52200 LANGRES	
POISSONS	24, 35, rue Aristide Briand	52300 JOIVILLE	
PONT SAINTE MARIE	2, avenue Jean Jaurès	10150 PONT SAINTE MARIE	
PONT SUR YONNE	23, place Eugène Petit	89140 PONT SUR YONNE	
PONTAILLER SUR SAONE	4, place de l'Eglise	21270 PONTAILLER SUR SAONE	
POUILLY EN AUXOIS	Place de la Libération	21320 POUILLY EN AUXOIS	
PRECY SOUS THIL	12, rue de l'Hôtel de Ville	21390 PRECY SOUS THIL	
PUISAYE VAL DE LOING	Place Chataigner	89220 BLENNEAU	
RIVES DE LA BLAIZE	8, rue Paul Claudel	52130 WASSY	
ROMILLY SUR SEINE	64-66, rue Gornet Boivin	10100 ROMILLY SUR SEINE	
SAINT DIZIER	17, avenue de la République	52100 SAINT DIZIER	
SAINT FLORENTIN FLOGNY	Place Edmond Verrollot	89600 SAINT FLORENTIN	
SAINT JEAN DE LOSNE	place de la Délibération	21170 SAINT JEAN DE LOSNE	
SAINT MARTIN	1, avenue Marie de Champagne	10000 TROYES	
SAINT SAUVEUR	Place du Marché	89520 SAINT SAUVEUR EN PUISAYE	
SAINT SEINE L'ABBAYE	rue Saunois	21440 SAINT SEINE L'ABBAYE	
SAINT VALERIEN	69, rue de la République	89150 SAINT VALERIEN	
SELONGEY	8, rue de la Patenée	21260 SELONGEY	
SEMUR EN AUXOIS	34 bis, rue de la Liberté	21140 SEMUR EN AUXOIS	
SEREIN	1, place de la Fontaine	89440 L'ISLE SUR SEREIN	
SEURRE	39 bis, rue de la République	21250 SEURRE	
SOMBERNON	Place Bénigne Fournier	21540 SOMBERNON	
TONNERRE	5, rue du pont	89700 TONNERRE	
TOUCY	6, place des Frères Genet	89130 TOUCY	
TROYES CENTRE	28, 30 rue Turenne	10000 TROYES	
VALLEES AUBE AUJON	2, rue Penthievre	52120 CHATEAUVILLAIN	
VENAREY LES LAUMES	4, avenue de Dijon	21150 LES LAUMES	
VENDEUVRE	4, avenue de l'Armée Leclerc	10140 VENDEUVRE SUR BARSE	
VERMENTON	19, route nationale	89270 VERMENTON	
VEZELAY-MORVAN	6, route de Lyon	89200 AVALON	
VILLENAUXE	5, rue de la Gare	10370 VILLENAUXE LA GRANDE	
VITTEAUX	Place Aristide Briand	21350 VITTEAUX	

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implan- tation	Méthode de consolidation	% de contrôle		% d'intérêt	
			31.12.2013	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2012
SEQUANA	France	Globale	99,97496 %	99,97496 %	99,96895 %	99,96895 %